



VIGILANCE & ACTION

"Il n'y a qu'une fatalité, celle des peuples qui n'ont plus assez de forces pour se tenir debout et qui se couchent pour mourir".

"Le destin d'une nation se gagne chaque jour contre les causes internes et externes de destruction".

bulletin de liaison du MOUVEMENT INITIATIVE ET LIBERTE (M.I.L.)

N° 50 NOVEMBRE 1991

ISSN 0989-3237

10 ans de socialisme : **L'AGRICULTURE** **SACRIFIEE**

par **Bertrand DENIZET**
ancien journaliste agricole

Quatre agriculteurs condamnés à Bourges, sept à Tours (dont les responsables du Centre Départemental des Jeunes Agriculteurs), d'autres dans la Vienne, à Montpellier, Auch, dans la Nièvre (chez M. Bérégovoy)... On n'en finirait pas d'énumérer les tribunaux qui, depuis le 23 octobre, condamnent des agriculteurs pour vols (de camions de viandes étrangères entrées illégalement en France), pour "casse" ou "vandalisme".

Pourquoi depuis le 23 octobre ? Tout simplement parce que, ce jour-là, le président de la République a déclaré que "l'autorité de l'Etat devait être rétablie". Ces voyous de paysans manifestant leur désespoir et leur colère auraient donc, sinon détruit, tout au moins menacé cette "autorité" !

Et l'on a préféré adopter la politique de la répression que de s'attaquer aux raisons de cette colère.

LE COMMERCE EXTERIEUR **MENACE**

C'est que, depuis que les socialistes sont au pouvoir, dix ans, l'Agriculture, comme beaucoup d'autres secteurs, a été abandonnée à elle-même et surtout aux décisions incohérentes prises par les technocrates de

Bruxelles ... dans le cadre d'une servilité absolue vis-à-vis des américains qui veulent s'approprier tous les marchés agricoles mondiaux, pour des raisons économiques mais surtout stratégiques et ceci avec la bénédiction de la Communauté Européenne !

Alors bien sûr, les socialistes sont un peu gênés pour avouer aujourd'hui qu'ils ont laissé tomber un secteur des plus importants de notre économie, le seul qui permette d'équilibrer plus ou moins notre balance commerciale ! Citons quelques chiffres : en 1979, l'agro-alimentaire apporte 2,5 milliards de francs d'excédent à la balance du commerce extérieur. En 84, cet excédent monte à 30 milliards pour atteindre 32 milliards l'année suivante, 42 milliards (plus 30 %) en 88 et dépasser les 50 milliards les trois années suivantes (contre 34 milliards à l'industrie de l'armement !). Par contre, le premier semestre de 91 accuse seulement 22 milliards d'excédent, soit 31 % de moins que pour la même période de l'année précédente.

Cette baisse est grave et montre bien combien la situation de l'Agriculture française s'est dégradée en peu de temps ! Nos agriculteurs sont au bout du rouleau : si le gouvernement socialiste continue d'ignorer leurs problèmes, nous irons vers la catastrophe sur les plans non seulement économique mais aussi écologique et humain.

INCONSCIENCE OU VOLONTE DELIBEREE

En fait, consciemment ou non, [1] ici comme dans d'autres secteurs d'activité, le pouvoir socialiste entretient une ambiguïté entre sa démarche sociale (celle que lui inspire son idéologie) et sa démarche économique, qui devrait être plus réaliste. Par exemple, ce même pouvoir n'a pas hésité à sacrifier toute une région pour sauver Usinor-Sacilor à coups de restructurations drastiques, en même temps qu'il tentait de préserver son image sociale par des mesures qui s'inscrivaient dans sa conception idéologique de la "France terre d'asile" !

Pour l'Agriculture, c'est en 1984, au sommet de Fontainebleau, que le Pouvoir accepte de dissocier évolution des charges et des prix. La conséquence immédiate est que les agriculteurs durent tout mettre en oeuvre afin d'augmenter leur productivité (pour compenser le manque à gagner et l'augmentation du coût des charges). C'est ainsi que l'on tomba dans un schéma totalement contraire à une saine écologie et à un environnement harmonieux.

Et aujourd'hui, le Pouvoir s'enfonce toujours plus dans son ambiguïté : s'il est vrai que la Politique Agricole Commune (P.A.C.) a besoin d'être réformée, il faut savoir qu'accepter la vente de notre production au cours des marchés mondiaux, ce que vient de faire le ministre Mermaz, c'est condamner 500.000 agriculteurs français à disparaître. Pourtant, le budget 92 de la France ne prévoit rien pour venir en aide à ces condamnés. Une fois de plus, le Pouvoir socialiste refuse d'assumer les conséquences économiques et sociales de ses décisions... On en revient toujours à la même ambiguïté.

NIVELER PAR LE BAS

Il en va de même pour les discussions du GATT (accords sur le commerce international et les tarifs douaniers). On sait que ces discussions sont entièrement dominées par les USA, qui demandent à l'Europe de supprimer toutes les subventions aux agriculteurs alors qu'eux-mêmes continueront à aider les leurs par des subventions à la commercialisation de leurs produits !

Et la France socialiste est d'accord pour cela, mais aussi pour abolir les frontières (abandon de l'un des grands principes de l'Europe Verte : la préférence communautaire). On oublie complètement que le coût des charges de l'exploitation agricole peut atteindre des différences énormes selon les pays : la

France est l'un des pays où les charges sont les plus élevées en raison des multiples prélèvements faits par l'Etat à tous les niveaux. Là encore, le Gouvernement français contribue à un "nivellement par le bas" (un reproche que l'on fait aux socialistes depuis le Front Populaire de 1936) des acquis de la C.E.E. !

La réforme de la P.A.C. s'inspire de ce même principe d'alignement au plus bas niveau qui va ruiner l'agriculture française mais aussi européenne ... Sans même résoudre les problèmes des pays en voie de développement qui, avec des cours bas, ne pourront jamais atteindre leurs objectifs de croissance !

MINISTRES AUX POUVOIRS LIMITES

Depuis 81, la France a eu six ministres de l'Agriculture ou plutôt cinq puisque M. Nallet l'a été deux fois. Première en date, notre actuel premier ministre, Edith Cresson n'a laissé que de mauvais souvenirs aux agriculteurs. En fait, il semble qu'elle n'ait été nommée à ce poste que dans un seul but : affaiblir la puissance syndicale de la FNSEA (Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles). Elle a tenté de donner de l'importance aux syndicats minoritaires et a créé de toutes pièces la "Confédération Paysanne" qui n'a que peu d'impact dans les milieux agricoles... Même si elle se démène beaucoup pour faire parler d'elle avec un soutien, à peine discret, de certains préfets dans les départements !

De mars 83 à janvier 85, ce fut Michel Rocard qui, curieusement, là comme partout où il passe, a laissé un relativement bon souvenir. Son fait d'armes, pendant cette période, fut la réforme de son ministère qui devint ministère de l'Agriculture et de la Forêt !

Puis vint, jusqu'en mars 86, Henri Nallet, un technicien qui avait fait toute sa carrière justement au ministère de l'agriculture . Il s'est surtout fait remarqué pour n'avoir pas fait grand chose !

Pour calmer les esprits des agriculteurs qui, depuis quelques années déjà, montraient leur colère, le gouvernement désignait alors, comme ministre, François Guillaume, jusqu'alors président de la FNSEA. Les impératifs politiques ne lui ont pas laissé le temps de prendre toutes les grandes mesures pourtant indispensables. Après le retour des socialistes, Henri Nallet revint au ministère en mai 88 et y resta jusqu'en octobre 90, moment où il céda sa place à Louis Mermaz, un politicien pur et dur.

UN REVENU EN DENTS DE SCIE

Quant au revenu agricole, il faut reconnaître qu'il avait commencé à se dégrader au moment du premier choc pétrolier de 1973, et que, dans un premier temps, l'arrivée des socialistes au pouvoir a coïncidé avec un arrêt de cette dégradation. En fait, les socialistes n'y étaient absolument pour rien. En effet bientôt, on assista à un mouvement de yo-yo de ce revenu. Les montées et les baisses du revenu agricole, durant toute cette période, ne furent dues qu'aux conditions météorologiques parfois favorables, parfois défavorables. Ainsi, sur le plan céréaliier, l'année 1984 fut désignée comme "l'année du siècle"... Dépassée une ou deux fois depuis ! Et l'on en revient toujours à la même conclusion : pour résoudre leurs problèmes, les agriculteurs doivent augmenter leur productivité. Les années de grande récolte, le revenu s'améliore.

Nous ne parlerons pas du "revenu moyen" si cher à nos gouvernants : il cache trop de différences entre les diverses productions. [2] Ce que l'on peut dire, par contre, c'est que les difficultés des éleveurs-producteurs de viande augmentent en permanence depuis dix ans. Et que les céréaliiers, qui avaient peu de raisons de se plaindre jusque là, voient leur revenu régresser, lui aussi, depuis maintenant cinq ans.

Il fallait bien une raison pour que, dès février 1982, plus de cent mille agriculteurs se rassemblent à Paris. Et comme le Gouvernement socialiste n'en a pas tenu compte, septembre 1991 a vu ces paysans, encore plus nombreux (près de 300.000), revenir à Paris pour crier "au secours" ! Malheureusement pour eux, il semble qu'une fois pour toutes, le Pouvoir socialiste ait renoncé à maîtriser les données de ces problèmes et à leur donner une solution. Nous allons donc abandonner le moyen et le long terme et vivre au jour le jour dans une inorganisation totale du marché mondial, avec toutes les conséquences que cela implique : disparition de nombreux agriculteurs, désertification de nos campagnes, mort du monde rural et dégradation de notre beau pays de France qu'aucun écologiste ne pourra sauver!

revendications des agriculteurs était la fermeture des frontières de la CEE aux importations massives de viande des pays de l'Est déstabilisant encore plus le marché de la viande, fragile depuis longtemps. Moins de huit jours après cette manifestation, le ministre des Affaires Etrangères, M. Roland Dumas annonçait qu'il venait d'accepter le transit, par la CEE, de milliers de tonnes de viande venant de l'Est destinées à l'ex-Union Soviétique... Mais il oubliait complètement de parler d'un quelconque contrôle garantissant que toutes les viandes importées partiraient vers la Russie !

2 - Parler de revenu moyen permet d'affirmer que, dans l'ensemble, ce revenu a augmenté. En réalité, l'an dernier par exemple, le revenu des viticulteurs augmentait de 8 à 10 %. Mais celui des céréaliiers baissait presque autant, tandis que celui des éleveurs s'enfonçait de plus de 20 %. En 91, les gelées d'avril ont ruiné la production viticole, la viande baisse toujours et malgré une bonne récolte, le revenu céréaliier subit de plein fouet la politique de réduction des prix. Résultats : les dernières estimations de l'INSEE font état d'une baisse du revenu brut par exploitation de 7,3 %, d'une chute du revenu des viticulteurs de 23 % et d'une régression du revenu des éleveurs de l'ordre de 13,5 %. Mais on viendra nous dire que, grâce aux subventions promises par le Gouvernement (mais payées dans combien de temps ?), le revenu des agriculteurs sera amélioré !

SOCIALISME, AGRICULTURE SACRIFIEE

MOUVEMENT INITIATIVE & LIBERTE
MIL 4 rue F. Mistral 75015 PARIS MIL

LA FRANCE *aimez-la ou quittez-la*

MOUVEMENT INITIATIVE & LIBERTE
MIL 4 rue F. Mistral 75015 PARIS MIL

1 - On peut multiplier les exemples de cette "inconscience" qui, bien souvent, est prise par les agriculteurs pour de la provocation. Le dernier en date : en septembre à Paris, l'une des principales

LE MILLIARD DE MERMAZ

Afin de calmer les esprits paysans qui montrent un peu trop leur colère et leur désespoir depuis le mois de septembre, le ministre de l'Agriculture et de la forêt devait annoncer, le 28 novembre, après la réunion du CIAT (Comité Interministériel pour l'Aménagement du Territoire), un certain nombre de mesures en faveur des agriculteurs et du monde rural. Le coût estimé de ces mesures est de deux milliards de francs, dont un pour l'agriculture et l'autre pour les autres acteurs de la vie en milieu rural (artisans ruraux, PME et PMI installées à la campagne, tourisme vert, etc...).

Il s'agit là, comme toujours, plus de poudre aux yeux que de mesures efficaces. Il suffit de savoir qu'il existe encore environ 830.000 agriculteurs en France pour se rendre compte que, divisé équitablement, ce milliard représente 1.200 francs par exploitant ! Ce n'est pas cela qui sauvera les exploitations !

En outre, la principale des mesures annoncées concerne la préretraite pour les agriculteurs de 55 à 60 ans. Cette mesure va complètement à l'encontre du but recherché. Si elle a un certain succès, elle va, en effet, accentuer la désertification des campagnes.

Mais seulement si elle a un certain succès. Car quel est le salarié citadin qui accepterait de partir avec une préretraite maximale de 55.000 francs par an et plutôt entre 35 et 40.000 francs. Ce qui représente dans le meilleur des cas 4.583 francs par mois, et plus souvent entre 2.900 et 3.300 francs ! N'oublions pas que jusqu'à ces dernières semaines, il n'existait pas de retraite complémentaire en agriculture. Comment vivre avec des sommes aussi dérisoires ?

Et pourtant, cette seule mesure va coûter dans les 730 millions de francs pour la seule année 1992 !

Une autre mesure annoncée concerne les

jeunes, installés depuis moins de 3 ans, en élevage bovin ou ovin. L'aide exceptionnelle annoncée et dite "prime à l'investissement" sera de 10.000 francs, une somme permettant à peine l'acquisition de deux génisses reproductrices ... ou la construction d'un (tout petit) morceau d'étable !

Seule mesure concrète enfin annoncée, alors que d'autres pays comme les USA ou le Brésil l'ont adoptée depuis de nombreuses années, l'exemption de taxes pour les "carburants verts" : diester à base de colza et éthanol à base de betteraves ou de céréales qui devraient permettre enfin aux usagers de la route de brûler un carburant non polluant ... et aux agriculteurs de vendre leurs excédents de production, tout en diminuant les importations de pétrole de la France. Mais nous avons, dans ce domaine, dix ans de retard.

En un mot, ces mesures sont saluées avec une certaine circonspection par les responsables du syndicalisme agricole : "Il s'agit là d'un début, mais nous attendons plus", a déclaré le président de la FNSEA, M. Lacombe.

A la base, les agriculteurs, eux, sont complètement déçus par ces mesures qui n'en sont pas. Ils voudraient que l'on s'attaque au marché de la viande qui a grand besoin d'une réforme, que l'on interdise les PSC (Produits de Substitution des Céréales), importés en quantités importantes des USA et d'Asie, que l'on ne baisse pas arbitrairement les cours des protéagineux qui manquent en Europe et que l'on importe aussi tandis que la France écoule mal les siens, qu'on allège l'impôt sur le foncier non bâti, etc...

Et c'est pourquoi les manifestations payannes continuent un peu partout ... Et continueront tant que le pouvoir socialiste continuera, lui, de mépriser cette Agriculture française qui lui rapporte pourtant des rentrées financières.

DECOUPER OU A RECOPIER ET A RENVOYER AU MIL 4 rue P. Mistral 75015 Paris. Tel : 45 54 15 57		VIGILANCE & ACTION
Je, soussigné(e), déclare vouloir adhérer au Mouvement Initiative et Liberté (MIL) (OUI/NON)		est édité par le MOUVEMENT INITIATIVE & LIBERTE
déclare vouloir m'abonner au bulletin "VIGILANCE & ACTION" (OUI/NON)		
NOM :	PRENOM :	Directeur de la publication A. DECOCCO
ADRESSE :	TELEPHONE :	
DATE ET LIEU DE NAISSANCE :	ETABLISSEMENT :	
PROFESSION :	DATE	SIGNATURE
COTISATION MEMBRE : 100 Frs		Imprimerie Spéciale
COTISATION DE SOUTIEN : 500 Frs		Dépôt légal à parution
COTISATION BIENFAITEUR : à partir de 1.000 Frs		
ABONNEMENT AU BULLETIN : 150 Frs (abonnement au bulletin V&A pour les adhérents : 20 Frs)		
(La carte d'adhérent du MIL est renouvelable chaque année.)		
L'année 1992 débute le 1er octobre 1991 et finit le 31 décembre 1992)		